

OUVRIR LES YEUX, SERRER ET LEVER LES POINGS LUTTER EFFICACEMENT METTONS LE CAPITALISME À LA RETRAITE

HOLD-UP SUR LES RETRAITES : ETAT ET MEDEF COMPLICES

Comme en 2003 le gouvernement nous assène la même complainte affligeante médiatique : la réforme des retraites est nécessaire pour sauver le système par répartition face à l'allongement de la durée de la vie et aux déficits chroniques des caisses.

Le gouvernement exclut tous débats sur la partie recettes des budgets sociaux et tout recours à l'augmentation des cotisations patronales ainsi qu'une réelle taxation des revenus financiers sous le prétexte fallacieux de préservation de la compétitivité des entreprises en ces temps de crises !

UNE STRATEGIE CYNIQUE :

En réalité l'Etat agit de manière purement idéologique en préservant les intérêts des groupes Financiers internationaux, des actionnaires et du MEDEF toujours en pointe dans la lutte des classes : il fait en sorte que les retraites des travailleurs s'amenuisent : - afin de contraindre les salarié-e-s qui en ont les moyens à épargner dans des fonds de retraites complémentaire placés sur les marchés financiers

- et que les salariés percevant des revenus plus modestes prolongent leur carrière de quelques années voire jusqu'à ce que mort s'en suive (s'agissant des métiers pénibles) pour réduire le coût de leur pension.

Les salarié-s devront soit finir leurs jours avec une retraite de misère soit continuer à perdre leur vie à la gagner jusqu'à pas d'âge : travailler plus jusqu'à épuisement pour un minimum vital : Des bonnes raisons de lâcher ses poings !

FONDEES SUR DES MENSONGES IDEOLOGIQUES CONSTANTS :

D'un côté 7.7 milliards d'euros de déficit pour l'assurance vieillesse en 2009. De l'autre 30 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales pour le patronat.

Et les salarié-e-s devraient pour permettre ce hold-up se serrer la ceinture et travailler plus dans des Etats que le capitalisme financier rend toujours plus sécuritaire pour se protéger de cette incongruité pas citoyenne du tout ! Montée de l'extrême droite en Europe, récupération de ces thèmes que Sarkozy s'est empressé stratégiquement de récupérer par clientélisme électorale, racisme, xénophobie, insécurité sociale, repli identitaire et individualisme en sont les résultantes.

Pire encore : de toutes les richesses produite en France (Produit Intérieur Brut) les salarié-é-s récoltent aujourd'hui, selon l'INSEE, 9.3 % de moins qu'en 1983. Ce sont donc de 120 à 170 milliards qui ont ripés du travail vers le capital... autant qui va aux actionnaires au détriments de nos salaires et retraites pour les mal comprenant. Des coups de pieds au cul qui se perdent ...

Ce hold-up tranquille est confirmé par la Banque des règlements internationaux qui affirme dans un article que « *la part des profits est inhabituellement élevée à présent (et la part des salaires inhabituellement basse). En fait, l'amplitude de cette évolution et l'éventail des pays concernés n'ont pas de précédent dans les 45 dernières années* ».

D'après le FMI, dans les pays membres du G7, la part des salaires dans le PIB a baissée de 5.8 % entre 1983 et 2006. D'après la commission européenne, au sein de l'Europe, la part des salaires a



chuté de 8.6 % et en France de 9.3 %. Dans le même temps, la part des dividendes dans la valeur ajoutée passait de 3.5 % à 8.5 %, un quasi triplement. Et si l'on triplait nos salaires ? tapons du poing !

Licenciements massifs dans le privé, non remplacement de fonctionnaires, stagnation des salaires, flexibilité et temps partiel ont contribué de façons conjugué à la baisse de la part des revenus du travail de 9.3 % dans le PIB. S'y ajoute aussi tous les grignotages des cotés du salariat : l'augmentation unilatérale des cotisations retraite et de leur durée pour percevoir moins de salaire différé et, en matière de santé : à force de franchises médicales, de déremboursements, de dépassements d'honoraires qui comprend encore le gruyère de la Sécurité Sociale ? idem avec les Assedic.

Vive la crise : la Finance européenne obtient à nouveau 750 milliards d'euros pour éponger ses placements verreux et le FMI l'appuie via l'exigence de plans de rigueur de concert avec les agences de notation alibi : trouver l'erreur !

Encore une réforme pour rien car ces causes explicites du déficit des budgets sociaux demeurent !

La Finance internationale se frotte les mains.

Alternative
Libertaire

Alternative libertaire, 148, rue Gérard-Duvergé, 47000 Agen

★ agen@alternativelibertaire.org ★

CNT, Lieu dit Boutique, Quartier Augreilh, 40500 St Sever

★ www.cnt-f.org/cnt47/ ★



L'IMPOSSIBLE FRONT COMMUN :

23 mars, 1^{er} mai, 27 mai : ça va durer longtemps ?

Les acquis sociaux subsistants après les contre réformes de 1993, 1995, 2003 et 2007 seront-ils maintenus dans le contexte stratégique intersyndicale ?

La stratégie des temps forts des directions confédérales a fait long feu pour se convertir en temps morts en nuisant même à l'avènement d'un mouvement social fort comme on l'espérait au printemps 2009 de concert avec la stratégie gagnante de nos frères et sœurs antillais.

D'évidence les confédérations syndicales traditionnelles se sont encore laissées bernier en voulant canaliser l'exaspération sociale, volontairement ou par relai des appareils politiques alternatifs, mais toujours dans le refus d'outrepasser la légitimité républicaine instituée. Elles accompagnent les calendriers et les stratégies politiques gouvernementales sans vouloir exercer de dominance sur le terrain social.

Comme à l'accoutumé l'espoir et la véritable résistance viendra de notre volonté d'agir dans un front commun avec tous ceux et celles qui dans les syndicats, organisation politiques, monde associatif, sans papiers, chômeurs, RSA et rmistes, et avec tous les citoyens conscients de la destruction des acquis issus de la Résistance et de la Libération qui refusent d'entériner une nouvelle défaite sur les retraites : La protection sociale nous appartient, défendons là, **RESISTONS ! DECIDONS TOUS ENSEMBLE D'OCCUPER LES CENTRES DE SECURITE SOCIALE !**

PASSER A L'ACTION MAINTENANT

Le hold-up sur le partage des richesses que nous produisons doit cesser : les patrons, les actionnaires et les banquiers nous volent. Exigeons le juste partage des richesses en construisant ensemble avec les vraies forces de progrès, la grève générale dans une logique radicalement inverse.

↳ Droit à la retraite à 55 ans pour toutes et tous, avec la totalité des droits quelle que soit la durée de cotisation...et avec l'embauche correspondant aux emplois libérés ;

↳ Abolition de toutes les formes de capitalisation (fonds de pension, «plan d'épargne salariale volontaire»...)qui gangrènent déjà le système actuel ;

↳ Égalisation et revalorisation des retraites ;

↳ Financement des retraites en annulant les exonérations et en augmentant les cotisations sociales du patronat : il faut être « réaliste » et « faire des sacrifices », les actionnaires peuvent se serrer la ceinture, pas les salarié-e-s ;

↳ Refus de la cogestion comme de l'étatisation des organismes sociaux (sécu, assurance-chômage, etc...) et réappropriation par les assurés sociaux de leur gestion. Les administrateurs devant être élus, rendre compte de leur mandat et être révocable par ceux qui les ont élus.

NOTRE AVENIR N'EST PAS A VENDRE

5 BONNES RAISONS DE LUTTER CONTRE CETTE NOUVELLE « REFORME » DES RETRAITES :

1/ Parce qu'elle parle de tout sauf de la redistribution des retraites

2/ Parce que le déficit annoncé est un mensonge

3/ Parce que derrière la réforme, ce sont les fonds de pensions qui guettent

4/ Parce qu'elle est aussi parfaitement idéologique

5/ Parce que le capitalisme n'est plus supportable

**NE PERDONS PAS NOTRE
VIE À LA GAGNER
SOUS LES PAVÉS :
LA PLAGE**

